**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** Démocratique République du Congo

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** ANNUEL

 **ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Solutions durables pour la cohabitation pacifique entre les communautés twa et bantoue dans la province du Tanganyika**Numéro Projet / MPTF Gateway : 00123718** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**  | **Type et nom d’agence récipiendaire :** RUNO[[1]](#footnote-2) : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, HCR (Agence coordinatrice)RUNO: Fonds des Nations Unies pour la Population, FNUAP RUNO : Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture, FAO |
| **Date du premier transfert de fonds :** 16 Septembre 2020 **Date de fin de projet :** 31 Mars 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Oui |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[x]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** UNHCR $ 1 216 050,00UNFPA $ 900 000,54FAO $ 900 000,54  **Total : $ 3 016 051,08** Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 63%. \*Voir budget en pièce jointe. **Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ 779.697,85 Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ 312 882,99 |
| **Marquer de genre du projet : GM2****Marquer de risque du projet : 1 (Moyen)****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») : (3.2) Accès équitable aux services sociaux** |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par: UNHCR, FNUAP, FAORapport approuvé par : Le Représentant Résident de l’UNHCRLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui  |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Etat global de mise en œuvre du projet** (limite de 1500 caractères) :

Le taux d'achèvement du projet est d'environ 53 %, les dépenses du projet se situant autour de 63 %.

Le projet a un taux moyen d’implication des femmes d’environ 56%, et un taux d’implication des Twas de 27%.

La majorité des activités d'appui à l'accès équitable aux infrastructures et services sociaux de base sont en cours, on estime à 75% les travaux réalisés dans le cadre de la construction et la réhabilitation des infrastructures conformément à la planification.

Les bénéficiaires (407 F et 193 H) ont été appuyés, renforcés en capacités et accompagnés dans la production agricole et l’élevage communautaires, à travers les Clubs Dimitra, en vue de contribuer à réduire les inégalités dans les opportunités économiques et ainsi garantir l’accès équitable aux ressources de production et des moyens de subsistance durables.

À la suite d’un diagnostic participatif, les mécanismes de redevabilité et de gestion des conflits communautaires (comité territorial de paix, société civile, comités locaux de paix) assurent la résolution des conflits, et les jeunes et les femmes sont encadrés et appuyés avec un accompagnement équitable pour la réinsertion économique par des femmes elles-mêmes formées dans le projet. Les jeunes formés en entreprenariat sont en plein déroulement de leurs microprojets et ceux dans les Clubs de Solidarité et de Paix participent à la réduction des inégalités socioéconomiques. Tout ceci, ainsi que l’alphabétisation des femmes et filles contribuent à assurer la réduction des inégalités socio-économiques.

**Evénement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois** (limite de 1000 caractères.) **:**

L’UNHCR, l’UNFPA et la FAO ont prévu avant fin décembre 2021, d’organiser un match mixte de football (Twa et Bantou) pour renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés et promouvoir la paix et le développement durable dans le territoire de Kalemie. Une activité de tribune d’expression populaire (qui est l’une de technique de sensibilisation) qui suivra la remise et l’inauguration des infrastructures de base construites à Miketo sera aussi réalisée. Le projet organisera la cérémonie de remise officielle des infrastructures communautaires entre autres, les entrepôts communautaires, le pavillon de marché et les abris pour les unités de transformation (moulins mixtes et décortiqueuses à arachide et à riz) aux bénéficiaires de Kalemie, Moba et Manono. Les remises des infrastructures seront suivies par les médias locaux pour diffusion provinciale et nationale et publiées sur les réseaux sociaux. Des termes de référence sont en cours de rédaction pour l'évaluation indépendante finale du projet, qui débutera en avril 2022.

**Principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a contribué**(limite de 1500 caractères**.**) **:**

Dans le cadre de la campagne sur la question des apatrides et la documentation civile, les autorités se sont engagées dans l’élaboration de la feuille de route sur l’apatridie adoptée dans le Grand Katanga (Tanganyika, Haut-Katanga, Lualaba, Haut-Lomami) en vue de s’assurer l'accès équitable des populations Twa et Bantoue aux services sociaux de base, à la terre et aux ressources naturelles qui sont les éléments cruciaux du processus de réintégration et de lutte contre la marginalisation de certains groupes vulnérables particulièrement la communauté Twa.

Les agriculteurs du Tanganyika bénéficient désormais d’un meilleur encadrement technique du gouvernement local grâce aux appuis des 09 agronomes territoriaux et provinciaux formés dans le cadre du projet.

Le Ministre provincial des infrastructures a inscrit l’école construite à Nkumbula dans une vision à long terme d’ajout d’école secondaire qui permettra aux enfants de Nkumbula d'avoir accès à un niveau d'éducation plus élevé, ce qui augmentera leur employabilité à l'avenir.

La mise en place et la redynamisation des mécanismes des redevabilités et de gestion des conflits communautaires regroupant le chef du village et les différents notables du village, et des clubs de solidarité et paix regroupant les jeunes leaders du village) dans les 04 territoires ciblés par le projet a permis d’améliorer les capacités techniques et administratives des organisations de la société civile au sein de ces mêmes mécanismes, de renforcer la voix des femmes et des jeunes et de faciliter leur participation dans la prise de décision. Les autorités politico administratives sont donc plus redevables et recevables et répondent aux aspirations des femmes et des jeunes.

Grâce aux microprojets intégrateurs menés dans le cadre des appuis aux initiatives économiques locales, les communautés de Kalemie, Moba et Manono subviennent à leurs besoins élémentaires (santé, nutrition, éducation). Les mêmes initiatives, réalisées en groupe, ont facilité un rapprochement des communautés jadis en climat de méfiance.

**Impact humain réel du projet** (limite de 2000 caractères.)**:**

L’enregistrement de 24613 enfants (F : 12621 et G: 11992) dont 437 (F : 223 G : 214) hors délai de 90 jours ainsi que l’identification de 10941 hors délais (F: 5396 et G: 5545), assure la protection de ces enfants et leur accès aux services de l’état.

Un Reste d’Engin de Guerre (REG) manipulé par des enfants Twa a explosé et tué 4 enfants, menant à l’éclatement des tensions à Kayobwe et l’incendie de plusieurs maisons par les Twas. Les Comités Villageois de Paix des villages Kasoro, Shebele et Kayobwe mis en place par le projet PBF, ont collaborés avec l’Administrateur du Territoire de Moba pour clarifier l’incident et rapprocher les deux communautés. Ce rapprochement a été soutenu par la distribution de 500 bâches pour les abris temporaires/transitoires par le HCR ainsi que par la remise de kits Articles Ménagers Essentiels (AME) par l’UNICEF.

La formation en alphabétisation fonctionnelle des femmes et jeunes filles des structures communautaires a renforcé la participation des femmes et filles respectivement dans les Baraza et les clubs de solidarité et de paix en limitant les barrières sociales liées à l’accès à l’éducation. Elle les a aussi rendus capables de prévenir et gérer les conflits et surtout d’éviter la manipulation par les détenteurs de germe de conflits ;

La création des clubs d’écoute au sein des villages cibles a permis de sensibiliser les communautés et promouvoir la communication participative pour la paix, ceci a contribué à renforcer la résilience communautaire entre les communautés Twa et Bantoue.

Par exemple, le club de Solidarité et de Paix a rapporté que les activités entreprises dans le cadre du projet PBF ont permis une inclusion dans la consolidation de la paix en permettant aux jeunes filles de pratiquer le leadership, d’identifier et de défendre leurs priorités et de s’engager dans les processus locaux de prise de décision.

Les clubs Dimitra ont déjà eu une récolte et l’argent gagné a servi à préparer la rentrée scolaire des enfants en achetant des fournitures scolaires.

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1 : Un environnement protecteur sécurisé et propice à l’intégration et à la réintégration des personnes déplacées et retournées dans les communautés hôtes et d’origine, est renforcé, avec une implication active des autorités dans les zones où les besoins sont les plus pressants.**

Etat actuel des progrès du résultat :*En cours*

**Résumé de progrès** (Limite de 3000 caractères) **:**

* Des 138 enfants identifiés, 40 ont été placés en Familles d’Accueil Transitoires (FAT) et ont bénéficiés d’un appui en kits AME (vêtements, des matériels de couchage et kit d’hygiène). Des 40 enfants, la réunification a été atteinte pour 7, dont 2 filles. Le placement dans les FAT permet à l’enfant de retrouver un environnement social rassurant et protecteur, d’avoir des routines sociales, et d’avoir des tâches de développement en attendant l’issue de recherches familiales
* 100 abris pour bénéficiaires sont au niveau de la toiture, et 108 autres en construction. Les réalités sur terrain font en sorte que les titres fonciers ne seront pas octroyés[[2]](#footnote-3).
* 70 structures de protection communautaire sont actives dans la zone et contribuent à collecter les incidents de protection. 33 Comités Villageois de Paix (CVP) multiethniques ont été soutenus par le projet PBF en matériels et équipements, ainsi qu’à l’élaboration des plans d’action de protection. 15 plans d’actions de protection sont élaborés sous le projet, amenant le total à 35 CVP ayant des plans d’actions.
* Les CVP ont rapporté 99 incidents de protection et contribué avec les chefs de localité à résoudre 103 conflits entre membres des communautés. Ils mènent aussi des dialogues communautaires sur les VBG et la coexistence pacifique en respect des règles des gestes barrières de la COVID19.
* 511 membres de structures de protections communautaires (351 H, 160 F) sont formés, et disposent d’une meilleure connaissance des risques de VBG dans la communauté.
* 431 femmes survivantes ou à risques de VBG ont bénéficiés pendant 03 mois de mentoring en groupe sur des sujets de VBG et de renforcement des compétences de vie courantes. Il s’agit de 366 Bantus et 65 Twas dont 31 personnes vivant avec handicap dans les 4 territoires ciblés par le projet. Des dispositions sont en cours pour accompagner de nouveaux groupes et atteindre la cible 500 bénéficiaires.
* A ce jour 174 cas des survivants des violences basées sur le genre, ont reçu des conseils juridiques et 161 dossiers ont été portés en justice et ont abouti à 128 jugements dont la condamnation de 91 auteurs de VBG dont 57 à la suite d’une audience foraine organisée à Moba en novembre 2020.
* Grace à 3 ateliers de formation sur la protection internationale, la VBG et la cohabitation pacifique animés au profit de 152 (105 H, 47 F) autorités civiles et militaires et leaders communautaires dans la province du Tanganyika le monitoring de protection et la prise en charge holistique sont mieux assurés.

Grâce à ces activités, les personnes déplacées et retournées des communautés twa et bantoues, qui jouissent désormais mieux de leur droit d'accès à un abri pour leurs meilleures réintégrations/intégrations, et les communautés détectent, dénoncent, alertent et apportent les premières réponses aux cas de VBG de manière plus concertée et collaborative. Les plaintes adressées aux autorités locales et traditionnelles formées à la protection sont mieux comprises et traitées avec la gravité qu'elles méritent.

**Analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat** *(*Limite de 1000 caractères) **:**

* Les comités villageois de paix (CVP) redynamisés ou mis en place ont des profils d’environ 69 % d’hommes et 31% de femmes. Les coutumes empruntent de patriarcat et la charge des tâches ménagères rendent difficile l’égalité dans la représentation. Ces CVP sont composées de 20 membres proposés par leurs communautés. Les CVP sont composés en moyenne d'1/4 de Twas et 3/4 de bantous, sur une base empirique de représentativité avec les villages en l’absence de données statistiques.
* L’octroi de frais forfaitaires en soutien au déplacement pour participation au mentoring en groupe renforce l’inclusion des Personnes à Besoins Spécifiques (PBS) et permet une meilleure acceptation et considération des Personnes Vivant avec Handicap (PVH) par la communauté.
* Sur les 431 femmes bénéficières des activités de mentoring 7% vivent avec un handicap.
* Environ 39 % de bénéficiaires sont des jeunes.

**Résultat 2 : Les inégalités socio-économiques des communautés sont réduites grâce à la participation de 400 jeunes filles et garçons (twas et bantous).**

Etat actuel des progrès du résultat :*En cours*

**Résumé de progrès** (Limite de 3000 caractères) **:**

* 100 femmes membres d’organisations féminines ont été formées dans les domaines d’encadrement, de l’accompagnement équitables et de l’appui à la réinsertion économique des jeunes et des femmes.
* 99 jeunes garçons et filles ont été formés en sélection et gestion des projets d’entreprenariat et 330 ont été regroupés comité de solidarités dans les territoires de Moba, Nyunzu et Kalemie ont été appuyés en microprojets, ils disposent d’une source de revenu leurs permettant d’améliorer et diversifier leurs moyens de subsistance.
* 4 mécanismes de redevabilité (les CTP de Kalemie, Manono, Moba et Nyunzu) ont bénéficié d’un appui technique et opérationnel afin de renforcer leur participation dans la résolution des conflits et mieux améliorer leurs capacités techniques et organisationnelles.
* Un diagnostic participatif a été réalisé dans 40 villages des 4 territoires ciblés par le projet conjointement avec les autorités locales (chefs coutumiers ou des villages), les représentants des deux communautés Twa et Bantoue, les personnels de l’éducation (enseignants), de santé (médecin et infirmier), les leaders locaux et la société civile pour collecter les besoins des personnes déplacées, retournées et population hôte sur les questions socio-économiques, sécuritaires et de paix.
* 236 garçons (115 Twa et 121 Bantou) et 164 filles (84 twa et 80 Bantou) membres de Clubs de Solidarité et de Paix et 318 hommes (155 Twa et 163 Bantou) et 242 femmes (124 Twa et 118 Bantou) sont sensibilisés pour participer à la réduction des inégalités socioéconomiques.
* Des formations impliquant toutes les tranches d’âge ont été organisées sur les droits de l’hommes, les notions de gouvernance et le développement local afin d’intégrer ces derniers dans le mandat des mécanismes de prévention de conflits et de redevabilité existant.
* 120 femmes (46 Twa et 74 Bantou) et 200 filles (99 Twa et 101 Bantou) ont été formées en alphabétisation fonctionnelle en vue de renforcer leur confiance et compétences nécessaires à leur participation aux activités de paix et à la gestion des revenus.
* 80 postes radio ont été remis aux 40 Clubs de Solidarité et de Paix et Baraza pour servir de relais sur les messages de paix et de développement et agir comme cadre d’échanges sur les intérêts des jeunes et des femmes particulièrement les aspects liés aux solutions durables et le renforcement de la cohésion sociale entre les deux communautés.

La formation des femmes et jeunes filles membres des structures communautaires, en alphabétisation, a renforcé leur participation en limitant les barrières sociales liées à l’accès à l’éducation. Actuellement les femmes et filles participent activement dans les structures sociocommunautaires en proposant des pistes des solutions aux conflits. La mise en place ainsi que la redynamisation des conseils territoriaux de paix dans les territoires de Moba, Manono, Nyunzu et Kalemie a permis de renforcer la voix des femmes et des jeunes au sein de ces mécanismes de redevabilité et faciliter la participation des femmes et filles dans la prise de décisions, en influençant les autorités politico administratives d’être plus redevables et répondre aux aspirations des femmes et jeunes. Les jeunes garçons et filles de deux communautés twa et bantous ont actuellement accès aux comités locaux de paix et aux clubs de solidarité et de paix où ils participent activement dans la prévention des conflits en contribuant à la cohabitation et à la coexistence pacifique de deux communautés.

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat** *(*Limite de 1000 caractères*)* **:**

Des discussions en groupes de femmes, hommes, filles et garçons ont été initiées séparément et ont permis d’identifier les bénéficiaires et collecter leurs besoins socio-économiques de paix et de sécurité. Cette approche a permis d’accorder la parole et le droit d’expression à toutes les couches de la communauté sur le processus de paix et développement. Les femmes et jeunes filles représentent 41% des membres des structures communautaires de prévention et de gestion des conflits, qui participent aux activités contribuant à la cohabitation pacifique dans leurs milieux. 37,5% des bénéficiaires de la formation en alphabétisation fonctionnelle sont des femmes et 62,5% sont des jeunes filles dont les capacités intellectuelles sont renforcées et autonomiser dans la gestion au quotidien. A travers un diagnostic participatif, qui a permis d’identifier les besoins sociaux des communautés, dont les besoins des femmes la formation en alphabétisation fonctionnelle et la réhabilitation des maternités ainsi que l’entreprenariat pour les jeunes qui ont été priorisés.

**Résultat 3 : Les services sociaux de base sont fonctionnels et accessibles équitablement aux membres des deux communautés**

Etat actuel des progrès du résultat :*En cours*

**Résumé de progrès** (Limite de 3000 caractères) **:**

* Environ 450 personnes (Twa et Bantous) ont été sensibilisées à travers l’organisation d’un match de football à Moba sur la protection des infrastructures de base et la cohabitation pacifique dans le village de Nkumbula afin de renforcer la résilience communautaire entre les deux communautés.
* A la date du 29 juillet, l’école Mulenga, comptait sur un total de 357 élèves185 filles, soit 52%. Il y a aussi 09 enseignants dont 06 sont femmes soit 66,6%. La dispersion des Twas dans des hameaux éloignés des lieux de concentration de population et leur acceptation mitigée de l’éducation formelle restent des facteurs défavorisant en plus du mode itinérant de vie. Les sensibilisations continuent auprès des ménages Twas à Nkumbula pour une plus grande présence à l’école.
	+ L’école a été bien reçue par les autorités. Elle a été qualifiée de « *joyau architectural* » par le préfet de l’éducation. Le Ministre des Travaux Publics et des Infrastructures, représentant le Gouverneur à la remise de l’école, a déclaré que « *Les conflits intercommunautaires naissent par la force mais se règlent non seulement à force de négociation, de réconciliation et de pardon mais également par l’éducation qui fait reculer l’ignorance, les préjugés tout en renforçant les compétences d’une nation, et sa capacité à permettre à ses citoyens de jouir de leurs droits fondamentaux* »
	+ Cette même cérémonie de remise de l’école a occasionné une plantation par deux enfants twa et bantous d’un arbre fruitier. D’autres enfants ont écrit et lu des poèmes de paix, ces actes forts signent d’une nouvelle page de la coexistence pacifique.
	+ La participation inclusive en sexe, âge, profil social et niveau de leadership a été le signe fort de l’intérêt des uns et des autres pour la paix et l’accès aux services sociaux de base
* La maternité, le centre des jeunes et le centre des femmes ont respectivement des taux d’achèvement de 60% de réalisation, avec l’élévation des murs déjà finie.
* Un diagnostic des structures de gestion des infrastructures est en cours de préparation et permettra de suggérer des améliorations de leur fonctionnement et des renforcements de capacités dans le sens de leur inclusivité et efficacité.

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat** *(*Limite de 1000 caractères*)***:**

L’école étant un milieu d’apprentissage, réunie les enfants garçons et filles d’âge scolaire. Les besoins des femmes et jeunes filles sont pris en compte par la construction d’un centre des femmes à travers lequel les femmes apprendront des petits métiers, par la construction d’un centre des jeunes et d’une maternité. Toutes les couches des communautés sont sensibilisées à travers la stratégie de l’information-éducation et communication (IEA) pour le respect et protection des infrastructures ainsi que accès équitable, dont la sensibilisation de masse à travers l’organisation d’un match de football à Nkumbula à Moba et les tribunes d’expressions populaires dans lesquelles participent les jeunes et les femmes.

Pour les élèves suivant des cours à l’école de Nkumbula la participation des filles est au niveau de 52%.

**Résultat 4 : 600 femmes, jeunes et hommes (membres de Clubs Dimitra) issus des deux communautés twa et bantoue accèdent aux mêmes opportunités économiques et aux moyens de subsistance durable avec un accent particulier sur les femmes et jeunes**

Etat actuel des progrès du résultat :*En cours*

**Résumé de progrès** (Limite de 3000 caractères.) **:**

* 37 postes récepteurs de radios solaires à manivelles avec enregistreurs ont été achetés pour être distribués aux Clubs Dimitra, qui ont comme force motrice la communication et l’information, et qui travaillent en étroite collaboration avec les radios communautaires du milieu pour faire passer des messages préenregistrés sur les différentes sensibilisations de masse (cohabitation pacifique, différents slogans de paix, mesures barrières covid-19) ;
* Un diagnostic participatif a été organisée lors de l’identification des bénéficiaires en vue de leur permettre de proposer les activités contribuant durablement à la cohabitation pacifique entre les Twas et les Bantous ;
* 11 staffs de partenaires étatique et non étatique et 4 animateurs communautaires ont été formés sur les techniques de suivi et d’accompagnement rapprochés des bénéficiaires (membres des Clubs Dimitra). De ce fait, ils suivent, encadrent et accompagnent les bénéficiaires plus aisément dans l’atteinte des objectifs du projet ; Qu’est-ce qu’ils font après cette formation ? C’est sur ça qu’il faut rapporter
* 59 personnes formées sur l’approche de mobilisation communautaire sensible au genre pour l’autonomisation, la résilience et la cohésion sociale et cohabitation pacifique pour leur permettre de prendre en compte l’implication des femmes, leur prise de paroles ainsi que leur participation dans toutes les activités du projet sans discrimination. Aussi cette approche leur permet de développer l’esprit d’auto-prise en charge en vue d’améliorer leur autonomisation et leur résilience face aux différentes situations pouvant survenir à n’importe quel moment de la vie;
* En vue de permettre aux membres de communautés twa et bantoue d’accéder aux mêmes opportunités économiques et rendre plus durable la cohabitation pacifique, les champs communautaires ont été installés pour les cultures maraichères et permettront le développement des activités génératrices de revenu. 1 hectare emblavé par club Dimitra. 120 personnes ont été formées pour la mise en place de ces périmètres maraichers ;
* La distribution des chèvres aux clubs Dimitra est en cours (déjà effective à Kalemie), il reste Moba et Manono où les livraisons sont attendues d’ici le 15 novembre 2021. La livraison des poules et lapins sont aussi attendue d’ici le 15 novembre 2021. L’élevage communautaire permettra aux communautés twa et bantoue de préserver l’intérêt communautaire et aussi de les occuper, surtout les jeunes, en réduisant l’oisiveté et en créant des sources de revenu pour les nouvelles opportunités économiques et en même temps en fournissant des apports en protéines animales qui compenseront celles auparavant obtenues grâce aux animaux de la chasse ;
* La livraison des unités de transformation (décortiqueuse, moulin maïs-manioc) est aussi attendue au mois de novembre 2021. Ces unités permettront d’alléger les travaux des femmes et filles et leur permettre de gagner du temps en vue de participer à d’autres activités de paix (Baraza, comités locaux de paix, sensibilisation…) de sorte à développer le leadership féminin.

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat** *(*Limite de 1000 caractères*)* **:**

Les 600 bénéficiaires sont constitués de 60 % de femmes dont la participation au diagnostic participatif a permis de mieux identifier les besoins des femmes surtout dans les activités d’entreprenariat et celles génératrices de revenu communautaire. Les jeunes également ont soutenu l’idée d’entreprenariat pour permettre à leurs pairs de s’impliquer dans les activités de prise en charge de soi et oublier l’idée d’adhérer aux groupes armés et pour éviter leur oisiveté. L’oisiveté de jeunes augmente le risque de violence ou provocation entre ces deux groupes ethniques dans les villages. De fait, les activités tiennent compte de besoins spécifiques des jeunes et des femmes dans les villages pour garantir une solution durable à la cohabitation pacifique comme par exemple les femmes et les jeunes ont souhaité être appuyés dans les activités de maraichage et d’élevage. Ils ont en plus été intéressés par l’entreprenariat dans la transformation des produits agricoles qu’ils vont produire et autres. Cette dernière activité sera réalisée quand ils auront leur récolte et pourront alors développer des microentreprises de transformation des produits agricoles.

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères.) | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui. Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Oui.Au total 24 missions de suivi dans quatre territoires (Manono, Kalemie, Moba et Nyunzu) ont été menées par les trois agences pour renforcer la qualité des interventions sur le terrain et échanger avec les autorités et les bénéficiaires sur les objectifs du projet et la cohabitation pacifique entre les communautés twa et bantoue. En plus de ces missions, 9 réunions de coordination ont été réalisées à Kalemie pour discuter sur le progrès, les défis et les recommandations. |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?.  | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : 30,000 USDSi le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: La rédaction des termes de référence pour l’évaluation finale sera finie en fin Novembre 2021 pour une publication en début Décembre. Le consultant pour cette évaluation sera sélectionné avant la fin de Mars 2022 pour l’évaluation pendant le mois d’Avril  |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):CERF 1,278,000Préciser à quoi ces ressources ont servi.                       |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires (Limite de 1500 caractères.)?  | Les actions de certaines milices armées et des Maï-Maï continuent d’être enregistrées dans la zone du projet avec des risques d’affecter la cohabitation pacifique entre les communautés Twa et Bantous. De ce fait, il est important d’intensifier les activités de cohabitation pacifique, de mener des plaidoyers auprès des autorités compétentes pour la consolidation de la paix, d’améliorer l’accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance afin de renforcer la capacité de résilience des communautés. |

**Partie IV : COVID-19**

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$0

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Aucun ajustement n’a été effectué sur le projet en raison de la covid 19 ???

Le paragraphe ci-dessous indique le contraire (voir texte ci-dessous en vert)

N/A

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☐ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser) :

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Durant la mise en œuvre des activités sur la sensibilisation sur les risques de violences sexuelles basées sur le genre dans la communauté, l’accent a été mis sur les dialogues intercommunautaires, les émissions, ainsi que les focus groupes en respectant les gestes barrières contre la COVID-19. Concernant les formations pour les autorités locales et leaders communautaires, dû aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19, les deux formations tenues ne pouvaient pas avoir le nombre de personnes escomptées. Il n’a pu y avoir de campagnes de sensibilisation ciblant un grand nombre de bénéficiaires. Des autres formations et des campagnes sont en cours de préparation pour un rattrapage et une atteinte de la cible.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge.

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**L’environnement protecteur sécurisé et propice à la réintégration des personnes retournées dans les communautés hôtes est renforcé, avec une implication active des autorités. | Indicateur 1 aNombre de mécanismes communautaires de protection mis en place ou appuyés et fonctionnels | 0  | 17 | Oct. 2020 : 0Déc. 2020 : 11Juin 2021 : 17 | 17 (100%) |  |
| Indicateur 1 bDiminution de % des incidents de violation de droit dans les communautés d’intervention | 0 | 25% | Déc. 2021 : 25% | 31% | Le nombre de référence de 3210 incidents de violations signalés a couvert les 3 derniers mois de 2019. Afin de se rapprocher le plus possible de « ceteris paribus », nous mesurerons le nombre de violations pour la même période en 2021, à la fin du mois de décembre. En attendant, une comparaison a été faite entre les périodes janvier 2020 - septembre 2020 et janvier 2021 - septembre 2021. Les violations enregistrées au cours de ces périodes, dans les zones couvertes par le projet, montrent une baisse du nombre de violations de 31 %.  |
| Indicateur 1 c% d'incidents de violence sexuelle et sexiste rapportés pris en charge | 257 | 80% | Oct. 2020 : 80%Juin 2021 : 80%Déc. 2021 : 80% | 100% | Pendant la période du projet, 254 incidents de violence sexuelle et sexiste ont été identifiés. Tous les 254 cas ont bénéficié des premiers soins psychosociaux qui veut dire que 100% ont bénéficiés d’une prise en charge.De ces 254 cas, 166 survivants ont bénéficié d’une assistance juridique où ils ont été informés de leurs droits en vertu de la loi congolaise et orientés vers les structures susceptibles de les aider. De ces 166 personnes ayant été orientées, 108 ont décidé d'entamer une procédure judiciaire contre le présumé coupable. |
|  | Indicateur 1 dNombre de projets de la cohésion sociale entre les personnes déplacées et retournées et les populations hôtes exécutés | 0 | 2 | Juin 2021 : 1Déc. 2021 : 2 | 1 |  |
|  | Indicateur 1 e% de femmes assistées en abris disposant de document de sécurisation foncières | 0 | 50% | Déc. 2021 : 50% | 0% | Il a été découvert que la plupart des propriétaires fonciers dans les zones couvertes par le projet ne possèdent pas de documents de sécurisation foncière. Dans l'intérêt de « Do No Harm », il a été jugé que l'obtention de documents de sécurisation foncières pour nos bénéficiaires permettrait à certaines personnes de conclure que ceux qui occupent des terres uniquement sur la parole de l'autorité traditionnelle ne sont pas des propriétaires légitimes et peuvent donc être dépossédés de leurs terres. Donc, comment comptez-vous ajuster cet indicateur ? |
| Produit 1.1Les mesures d’assistance immédiate au retour sont assurées en collaboration avec le gouvernement local | Indicateur 1.1.1% d'enfants de moins de 12 mois à qui les autorités ont délivré un certificat de naissance | 36% | 60% | Déc. 2021 : 60% | 62% | L'utilisation des cahiers villageois a été régulière dans les territoires de Kalemie, Moba et Nyunzu. Les données de ces trois territoires ont été utilisées pour calculer le taux de délivrance des actes de naissance. Une sensibilisation et un soutien logistique seront fournis à DIVINTER pour s'assurer que les cahiers villageois sont reçus et utilisés par les autorités dans le territoire de Manono où l'utilisation a été faible. |
| Indicateur 1.1.1 b% d’enfants non accompagnés identifiés et réunifiés | 5% (44 sur 870) | 80% | Déc. 2021 : 80% | 22% | L’insécurité dans sur l’axe nord de Kalemie ainsi que le déplacement continu des populations dans le Nord de Nyunzu, rendent la recherche familiale difficile et donc l’atteinte de la cible improbable. La plupart des ENAS identifiés restent encore dans des FAT. Des 40 ENAs placés dans des FAT, la recherche familiale est poursuivie sur 32 enfants. De c9s 32, 7 ont déjà été réunifiés avec leurs familles.  |
| Indicateur 1.1.2Nombre de campagnes de plaidoyer pour l’accès à la terre menées auprès des autorités | 0 | 5 | Déc. 2020 : 2Juin 2021 : 3Déc. 2021 : 5 | 3 |  |
| Indicateur 1.1.3Nombre de ménages qui reçoivent un appui en matériaux et cash abris | 0 | 382 | Juin 2021 : Début de constructionSept 2021 : Elévation de mursDéc. 2021 : Remise d’abris aux bénéficiaires | 0 (100 abris au niveau de la toiture. Personnes ciblées dans ces 100 abris ont reçu les matériaux ainsi que la première tranche du cash abris. La deuxième tranche sera distribuée en début Novembre) | Au cours des activités du projet, il a été porté à l'attention du HCR que les personnes déplacées à Kayobwe, dans la zone géographique du projet, se sont retrouvées sans abri après l’incendie de leurs maisons à la suite d’une tension intercommunautaire. Compte tenu de cette situation, le HCR a décidé de prendre les fonds alloués pour 92 des maisons prévues et de les utiliser pour réhabiliter les maisons qui ont été incendiées. Ainsi, il est maintenant prévu de construire 208 maisons comme prévu initialement et de réhabiliter 174 des maisons qui se sont effondrées. À ce jour, 100 maisons sont au niveau de la toiture, tandis que le reste est au niveau des fondations. Les travaux de réhabilitation des 174 maisons sont en cours et déjà 60 abris réhabilités. |
| Produit 1.2Les femmes et filles survivantes deViolences sexuelles et basées sur le genre sont actives et ont un accès équitable à des services de prise en charge holistique de qualité (des femmes et des filles twas etbantoues). | Indicateur 1.2.1 aNombre de structures de protection communautaires créées / redynamisées et équipées | 0 | 34 | Dec. 2020 : 18Juin 2021 : 26Déc. 2021 : 34 | 33 |  |
| Indicateur 1.2.1 bNombre de personnes disposant d’une meilleure connaissance des risques de violences sexuelles basées sur le genre dans la communauté | 0 | 110 500 | Juin 2021 : 50 000Déc. 2021 : 110 500 | 24 568 | En raison de la pandémie du COVID 19, il n’a pu y avoir de campagnes de sensibilisation ciblant un grand nombre de bénéficiaires. L’accent a été mis sur les dialogues intercommunautaires, les émissions, ainsi que les focus groupes en respectant les gestes barrières contre la COVID-19. Le chiffre rapporté de nombre 24 568 de personnes n’inclut pas les personnes touchées par les émissions radio.  |
| Indicateur 1.2.2Nombre de plans d’action de protection communautaire élaborés | 0 | 17 |  | 15 |  |
| Indicateur 1.2.3aNombre d’hommes et de femmes membres des institutions provinciales formés sur la délivrance des documents en matière de documentation civiles | 0 | 140 | Déc 2020 : 30Juin 2021 : 100Déc. 2021 : 140 | 149 (109 H, 40F) |  |
| Indicateur 1.2.3bNombre de campagnes menées sur la question des apatrides et la documentation civile | 0 | 3 | Dec. 2020 : 1Juin 2021 : 2Déc. 2021 : 3 | 3  |  |
| Indicateur 1.2.4Nombre de victimes de violences sexuelles basées sur le genre ayant reçu l’assistance juridique | 70 | 170 |  | 174 |  |
| Indicateur 1.2.5Nombre de bureaux équipés pour l’enregistrement des naissances | 0 | 2 | Déc. 2020 : 1Juin 2021 : 2 | 2 |  |
| Indicateur 1.2.6Nombre d’autorités locales et leaders communautaires (hommes et femmes) formés surles aspects de protection, discrimination, violence basée sur legenre, prévention etsolution pacifique des conflits, etc. | 0 | 300 | Déc. 2020 : 25Juin 2021 : 150Déc. 2021 : 300 | 152 personnes (105 H, 47 F) | Dû aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19, les formations tenues ne pouvaient pas avoir le nombre de personnes escomptées. Des formations sont en cours de préparation pour un rattrapage et une atteinte de la cible. |
| Produit 1.3Les femmes et filles survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre sont actives et ont un accès équitable à des services de prise en charge holistique de qualité (des femmes et des filles twas et bantoues). | Indicateur 1.3.1Nombre de victimes de violence basée sur le genre ayant reçu une assistance psychologique | 0 | 500 | Déc. 2020 : 160Juin 2021 : 300Déc. 2021 : 500 | 354 | 354 personnes à besoin spécifiques y compris 250 survivantes de violences basées sur le genre  |
| Indicateur 1.3.2Nombre de filles et de femmes survivantes ou à risque bénéficiant de soutien psychosocial de groupe à travers le mentorat pour l’insertion | 0 | 500 | Mar. 2020 : 200Juin 2021 : 400Déc. 2021 : 500 | 431 |  |
| Indicateur 1.3.3Nombre de victimes de violences sexuelles basées sur le genre ayant reçu un conseil juridique | 0 | 200 | Oct. 2020 : Reference de cas à structure juridiqueJuin 2021 : 1ère audience foraineDéc. 2021 : 2ème audience foraine  | 161 | Une deuxième audience foraine aura lieu au mois de Novembre |
| **Résultat 2**Les inégalités socioéconomiques. Des communautés sont réduites grâce à la participation de 400 jeunes filles et garçons (Twas et Bantous). | Indicateur 2 aNombre de jeunes filles et garçons qui participent à la réduction des inégalités socio-économiques aux mécanismes communautaires et de redevabilité | 200 | 400 | Juin 2021 : 200Déc. 2021 : 400 | 400 | La réduction des inégalités grâce à la participation des jeunes (filles Twa 21%, filles bantoues 20%, garçons bantous 30% et garçons Twa 29%) contribuent à la cohabitation et à la coexistence pacifique entre les deux communautés |
| Indicateur 2 b% de localités qui prennent en compte les questions liées à la jeunesse dans la planification des solutions durables de leur communauté. | 0% | 60% | Déc. 2020 : 0%Juin 2021 : 60%Déc. 2021 : 100% | 100 % | Actuellement plusieurs activités réunissant de jeunes twas et bantous sont organisées dans toutes les localités ciblées par le projet. Ce qui renforce la cohabitation pacifique |
| Indicateur 2 cNombre de leadersCommunautaires (élus provinciaux, et nationaux, chefs coutumiers, autorités politico administratives, leaders religieux, etc.) qui sont conscientisés sur l’importance de la participation des jeunes à la réduction des inégalités socio-économiques des communautés. | 0 | 300 | Déc. 2020 : 0Juin 2021 : 117Déc. 2021 : 280Mars 2022 : 300 | 280 | Actuellement des chefs des villages en organisant des activités/réunions font appel aux jeunes Twa et Bantous pour prendre en compte leurs aspirations et besoins, |
| Produit 2.1400 jeunes filles etgarçons (Twas et Bantous) participent à l'amélioration des conditions de vie équitable de tous les membres de la communauté | Indicateur 2.1.1 aNbre de structuresCommunautaires renforcées et opérationnelles | 25 | 80 | Déc. 2020 : 0Juin 2021 : 25Déc. 2021 : 80 | 80 | Les jeunes garçons, les femmes et les filles de communautés twas et bantous ont actuellement accès aux comités locaux de paix, club de solidarité et de paix où ils participent activement dans la prévention et gestion de conflits dans leurs localités respectives |
| Indicateur 2.1.1 b% de jeunes filles et garçons, et de femmes qui participent activement dans les activités qui contribuent à la réduction des inégalités socioéconomiques ; | 30% | 75% | Déc. 2020 : 0Juin 2021 : 30%Déc. 2021 : 80%Mars 2022 : 100% | 80% |  |
| Indicateur 2.1.1 cNiveau de participation des femmes dans les structures sociocommunautaires | N/a | 100% | Juin 2021 : 50% Déc. 2021 : 70%  | 70% | Les femmes après être formées en alphabétisation fonctionnelle, participent activement dans les structures sociocommunautaires, préviennent, gèrent les conflits |
| Indicateur 2.1.2 a% de Comité locaux de paix qui prennent en compte dans leurs mandats les aspects de développement économique pour la mise en œuvre des solutions durables dans leurs communautés. | 0% | 80% | Juin 2021 : 30% Déc. 2021 : 70% Mars 2002 :80% | 0% | Activité en cours d’évaluation jusqu’à la fin du projet |
| Indicateur 2.1.2 bTaux de satisfaction des membres de la communauté sur les activités relatives aux solutions durables pour la cohabitation pacifique entre les communautés entrepris au sein des BARAZA | 0% | 65% | Juin 2021 : 25% Déc. 2021 : 80%  | 0% | Activité reportée pour l’évaluation finale du projet |
| Indicateur 2.1.3 aNombre de jeunes filles et garçons alphabétisés | 0 | 200 | Juin 2021 : 0Déc. 2021 : 200 | 200 | Les filles savent maintenant lire, écrire et compter, participent dans les sensibilisations de la communauté sur la cohabitation pacifique. |
| Indicateur 2.1.3 bNombre de femmes alphabétisés | 0 | 120 | Juin 2021 : 50Déc. 2021 : 120 | 120 | Les femmes savent écrire, lire et compter et participant activement dans les comités locaux de paix tout en proposant des pistes de solutions aux conflits. |
| Produit 2.2Les mécanismes étatiques de redevabilité sont opérationnels pour améliorer l’accès aux services sociaux de base, aux ressources naturelles et aux moyens de subsistance des communautés twa et bantoue | Indicateur 2.2.1 aNombre de mécanismes étatiques de redevabilités mis en place et opérationnels dans les territoires cibles | 2 | 4 | Juin 2021 : 2Déc. 2021 : 4 | 4 | Apres la redynamisation des conseils territoriaux de paix à Kalemie, Moba, Manono, et Nyunzu, plusieurs recommandations des comités locaux de paix ont été résolues et orientés vers les services compétents |
| Indicateur 2.2.1 bPourcentage des besoins socio-économiques identifiés et priorisés par les communautés et les autorités locales | 0% | 100% | Déc. 2020 : 0%Juin 2021 : 25%Déc. 2021 : 100% | 100% | A traves un diagnostic participatif les besoins socioéconomiques des communautés ci-dessous ont été identifiés et priorisés : alphabétisation fonctionnelle, les activités génératrices des revenues, réhabilitation des maternités et des centres de santé, faire des activités récréatives. |
| Indicateur 2.2.2Nombre de mécanismes de redevabilité ayant bénéficié d’un appui technique et opérationnel | 0 | 4 | Juin 2021 : 2Déc. 2021 : 4 | 4 | Les mécanismes de redevabilité ont été dotés en équipements et en fournitures de bureau et appuyés par des formations améliorant leurs capacités techniques et organisationnelles. |
| Produit 2.3400 jeunes twas et bantous contribuent aux solutions durables à la cohabitation pacifique entre les communautés twa et bantoue | Indicateur 2.3.1Nombre de jeunes garçons et filles disposant d’une source de revenu leurs permettant d’ améliorer et diversifier leurs moyens de subsistance | 0 | 400 | Déc. 2020 : 0Juin 2021 : 0Déc. 2021 : 330 | 330 | L’activité continue pour les territoires de Nyunzu et Moba. |
| Indicateur 2.3.2Nombre de membres d’organisations féminines formés dans les domaines d’encadrement, de l’accompagnement équitables et de l’appui à la réinsertion économique des jeunes et des femmes | 0 | 100 | Déc. 2020 : 0Juin 2021 : 0Déc. 2021 : 100 | 100 | Les membres ont été formés en plusieurs thématiques dont la promotion et la protection de la diversité culturelle, le leadership transformationnel, lutte contre la corruption et la malversation économique, gestion des conflits… ceci a renforcé la voix des femmes et leurs participations dans la prise des décisions dans leurs organisations. |
| **Résultat 3**Les services sociaux de base sont fonctionnels et accessibles équitablement aux membres des deux communautés. | Indicateur 3.aNombre de projets de la promotion de la cohésion sociale entre les personnes déplacées, retournées et les communautés hôtes et d’origines twas et bantoues constitués | 0 | 8 | Déc. 2020 : 1Juin 2021 : 3Déc. 2021 : 8 | 3 |  |
| Indicateur 3.b-1% de personnes issues de groupes minoritaires ayant accès à des services liés à leurs besoins spéciaux | 0 | 100% | Déc. 2020 : 20%Juin 2021 : 50%Déc. 2021 : 75%Mar 2021 : 100% | 35% | Activité en cours |
| Indicateur 3.b-2L’accès aux services sociaux de base est amélioré pour nombre de femmes twas et bantoues |  | 400 | Déc. 2020 : 150Déc. 2021 : 300Mar 2021 : 400 | 150 | Activité en cours |
| Indicateur 3.cNombre de personnes sensibilisées sur la protection des infrastructures et équipements sociaux de bases, gestion des biens et ressources communes | 0 | 1000 | Déc. 2020 : 100Juin 2020 : 300Déc. 2021 : 600Mar 2021 : 1000 | 650 | Activité en cours  |
| Produit 3.1La reconstruction/réhabilitation et l’équipement des infrastructures sociales avec la participation des communautés locales sont réalisés avec l’appui de toute la population | Indicateur 3.1.1Nombre de bâtiments réhabilités/construits | **0** | 6 | Déc. 2020 : 1Juin 2020 : 2Déc. 2021 : 6 | 2 | 4 infrastructures sont en construction. Toutes sont au niveau d’élévation des murs. |
| Indicateur 3.1.2Nombre de projets communautaires en réponse aux différents plans communautaires sont soutenus | **0** | **2** | Déc. 2021 : 2 | **0** | Activités planifiées pour fin 2021 – début 2022 |
| Indicateur 3.1.3Nombre des infrastructures équipées | **0** | **4** | Juin 2020 : 1Déc. 2021 : 2Mar. 2021 : 4 | **1** | **1 école a été équipée** |
| Produit 3.2Les capacités des institutions provinciales dans la gestion durable et équitable des infrastructures, équipements et services sociaux de base sont renforcées. | Indicateur 3.2.1Nombre de projets élaborés pour former les membres de comités (lesCOGE et les COSA) dans le fonctionnement et la gestion durable des infrastructures sociales de base librement accessibles à toute la population | **0** | **20** | Déc. 2021 : 5Mar. 2021 : 20 | **0** | **Activité prévue pour fin 2021 – début 2022** |
| Indicateur 3.2.2 aNombre de membres de comité formés (les COGE) sur l’accès non discriminatoire aux services sociaux de base en coordination. |  | **340** | Déc. 2021 : 85Mar. 2021 : 340 | **0** | **Activité prévue pour fin 2021 – début 2022** |
| Indicateur 3.2.2 bNbr de prestataires formés (les COSA) sur l’accès non discriminatoire aux services sociaux de base en coordination. | **0** | **30** | Déc. 2021 : 85Mar. 2021 : 340 | **0** | **Activité prévue pour fin 2021 – début 2022** |
| Indicateur 3.2.3 aNombre de comités renforcés | **0** | **40** |  | **0** | **Activité prévue pour fin 2021 – début 2022** |
| Indicateur 3.2.3 bNombre de la population sensibilisée | **0** | **1000** |  | **0** | **Activité prévue pour fin 2021 – début 2022** |
| **Résultat 4**600 femmes, jeunes et hommes (membres de Clubs Dimitra) issus de deux communautés twa et bantoue accèdent aux mêmes opportunités économiques et aux moyens de subsistance durable avec un accent particulier sur les femmes et jeunes. | Indicateur 4 a% des femmes, jeunes et hommes twas et bantous, membres des Clubs Dimitra ayant bénéficié des opportunités économiques en vue de renforcer leur résilience, ainsi que la cohabitation pacifique et la cohésion sociale | **0%** | **90%** | De janvier à Novembre 2021 : 50% ; Mars 2022 90% | **50%** | Activités en cours et c’est un ensemble d’activités qui vont continuer jusqu’à la fin du projet  |
| Indicateur 4 b% de femmes, jeunes et hommes twa et bantous, membres des Clubs Dimitra, ayant renforcé leurs capacités techniques et économiques pour développer les activités économiques plus durables | **0%** | **90%** | De janvier à novembre 2021 : 50% ; Mars 2022 : 90% | **50%** | Activités en cours. C’est un ensemble d’activités qui vont continuer jusqu’à la fin du projet  |
| Indicateur 4 c**%** de femmes, jeunes et hommes twas et bantous, membres des Clubs Dimitra, ayant bénéficié d’un appui dans leurs activités économiques majeures pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. | **0%** | **90%** | Mars 2022 : 90% |  | Cet indicateur sera mesuré à la fin du projet  |
| Produit 4.1Les membres de deux communautés accèdent aux mêmes opportunités économiques pour renforcer la cohabitation pacifique et cohésion sociale, ainsi que leur résilience | Indicateur 4.1.1Nombre de femmes, hommes et jeunes (twa et bantous) formés comme facilitateurs communautaires sur les 3 piliers de l’approche caisse de résilience, avec Clubs Dimitra comme porte d’entrée, dans le but de renforcer la résilience, la cohésion sociale et la paix durable entre les deux communautés | **0** | **48** | De janvier à novembre 2021 : 48 (100%) | **48** |   |
| Indicateur 4.1.2Nombre de voies de dessertes agricoles entretenues conditionnellement | **0** | **6 axes** | De janvier à novembre 2021 : 0 ;Mars 2022 : 6 | **0**  | Activité planifiée pour fin 2021-debut 2022  |
| Indicateur 4.1.3 Pourcentage des femmes, jeunes et hommes (Twa et Bantous) ayant reçu des intrants agricoles nécessaires pour la production agricole adaptée au contexte économique local | **0%** | **90%** | De janvier à novembre 2021 : 75% ;Mars 2022 : 90% | **75%** | En attente de livraison de semences vivrières. D’autre semences vivrières seront distribuées en janvier (saison B). Ce n’est qu’après cela que nous aurons le % définitif attendu |
| Indicateur 4.1.4 Nombre de petites entreprises communautaires des twas et bantous appuyés à raison de 2 petites entreprises par territoire. | 0 | 6 | De janvier à novembre 2021 :0 ;Mars : 6 | 0  | Activité planifiée pour fin 2021-debut 2022  |
| Produit 4.2Les capacités techniques et économique des membres de deux communautés (twa et bantoue) sont renforcées pour développer les activités économiques plus durables | Indicateur 4.2.1Nombre d’agents étatiques (inspections provinciales d’agriculture, pèche, élevage et développement rural) ayant renforcé leurs capacités pour l’encadrement et l’accompagnement des jeunes et femmes et dans la création de l’emploi et l’autonomisation | **0** | **9** | De janvier à novembre 2021 : 9 (100%) | **9**  |   |
| Indicateur 4.2.2 aNombre d’entrepreneurs agricoles (twa et bantous) formés et accompagnés pour la création des microentreprises communautaires | **0** | **60 (10%)** | De janvier à novembre 2021 :0 ;Mars 2022 : 60 |  | Indicateur sera mesuré à la fin du projet.  |
| Indicateur 4.2.2 bNombre de mécanismes d’accès aux financements mis en place en faveur des initiatives économiques développées et celles existantes | **0** | **3** | De janvier à novembre : 0 ;Mars 2022 :3 | **0** | Cette activité a été planifiée en fin 2021 et début 2022  |
| Produit 4.3Les activités économiques majeures sont appuyées pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. | Indicateur 4.3.1Nombre d’unités de transformations, entrepôts et pavillons de marché dotées aux des femmes et hommes (Twa et Bantous) pour appuyer la transformation et la commercialisation de leurs produits agricoles | **N/a** | **6** unités de transformation (1 moulin et une décortiqueuse par territoire) et **1** pavillon de marché et **2** entrepôts par territoire (Kalemie, Moba et Manono) | De janvier à novembre 2021 : 0 ;Mars 2022 :6 | **0**  | 6 unités de transformation déjà achetées et toujours attendues sur terrain pour être dotées aux bénéficiaires. Pour la construction des infrastructures, (entrepôts communautaires et le pavillon de marché), la contractualisation est en cours |
| Indicateur 4.3.2Nombre de chaines de valeurs appuyés (agricole et d’élevage) | **0** | 5 chaines de valeurs agricoles (manioc, riz, maïs, niébé et arachide) et 3 chaines de valeur élevage (volailles, lapins et caprins) | De janvier à novembre 2021 : 3 chaines de valeurs agricoles et 2 chaines de valeurs élevage ;Mars 2022 : 5 chaines de valeurs agricoles | 3 chaines de valeurs sont appuyées (manioc, mais, et arachide),ainsi que 3 chaines de valeur d’élevage (volailles, lapins, caprins) | C’est à la fin du projet que cet indicateur sera mesuré. Cependant, le projet a atteint 3/5 pour les chaines de valeur agricoles et 3/3 pour la chaine de valeur élevage. La saison agricole B (janvier 2022), deux autres chaines de valeurs agricoles seront appuyées (riz et haricot qui a été préféré à la place de niébé)  |
| Indicateur 4.3.3% de femmes, jeunes et hommes (twa et bantous) ayant bénéficié d’un appui et d’un accompagnement dans la production maraichère, vivrière et l’élevage pour améliorer leur nutrition et pour le développement des activités génératrices de revenus communautaires | 0% | 90% | De janvier à novembre 2021 :50% ;Mars 2022 :90% | **50%**  | L’accompagnement sera continuel, suivant les types d’appui, jusqu’à la fin du projet. Il reste à réaliser certaines formations de renforcement de capacités (élevage, AVEC, entreprenariat, bonnes pratiques de certaines cultures vivrières) pour atteindre le % attendu |

1. *Recipient United Nations Organization* / Organisation onusienne récipiendaire [↑](#footnote-ref-2)
2. Voir explication dans Partie V, Indicateurs 1e et 1.1.3 [↑](#footnote-ref-3)